

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.7/Rev.3

30 avril 1996

(96-1808)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DU CANADA

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée, à la demande du Canada, aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base.

Vous trouverez ci-joint le projet de liste révisée définitive des engagements spécifiques du Canada dans le secteur des télécommunications de base.

Le Canada se réserve le droit de retirer ou de modifier des éléments de son projet de liste révisée finale et de liste d'exemptions de l'obligation NPF en tout temps, avant la conclusion des négociations sur les télécommunications de base, suivant l'évolution des questions d'intérêt pour le Canada.

Le Canada se réserve le droit d'apporter des modifications d'ordre technique au projet de liste révisée définitive et de liste d'exemptions NPF et de corriger toute erreur, omission ou inexactitude, en regard de questions aux niveaux fédéral ou sous-national.

CANADA - PROJET D'OFFRE (REVISEE)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>2C* SERVICES DE TELECOMMUNICATION</p> <p>Sous-secteurs 2C a)-g) et o) de GNS/W/120 et CPC 7529*</p> <p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et:</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>*) indique que le service spécifié fait partie d'une position de la CPC dont le niveau d'agrégation est plus élevé, reprise ailleurs dans la classification sectorielle des services</p>	<p><u>Nota:</u> Les en-têtes qui figurent dans la liste des engagements spécifiques du Canada dans le cadre du GATS s'appliquent aux télécommunications de base</p> <p>1) Aucune, sauf pour les exceptions suivantes:</p> <p>L'acheminement du trafic par des services de télécommunication de base au Canada est réglementé pour faciliter l'utilisation d'installations canadiennes de transmission pour les télécommunications à l'intérieur du Canada et entre le Canada et des points situés hors du pays</p> <p>1) et 3) Une participation canadienne avec droit de vote au capital de toute entité qui détient ou exploite un système mobile de communication par satellite régional ou mondial peut être requis. Une telle participation avec droit de vote doit être au moins égale au pourcentage de l'utilisation escomptée du système par le Canada. Des exceptions à cet égard sont envisagées si:</p>	<p><u>Nota:</u> Les en-têtes qui figurent dans la liste des engagements spécifiques du Canada dans le cadre du GATS s'appliquent aux télécommunications de base</p> <p>1) Aucune</p>	<p>Le Canada s'engage à respecter les obligations énoncées dans le document de référence ci-joint</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>Sous-secteurs 2C a)-g) et o) de GNS/W/120 et CPC 7529* (suite)</p> <p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et:</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>*) indique que le service spécifié fait partie d'une position de la CPC dont le niveau d'agrégation est plus élevé, reprise ailleurs dans la classification sectorielle des services</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les services offerts sont destinés à un petit segment spécialisé du marché; - la fourniture de tels services offrirait de nets avantages dont les utilisateurs canadiens de télécommunication ne pourraient bénéficier autrement; - une participation canadienne au capital n'est pas possible. <p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune, sauf pour les exceptions suivantes:</p> <p>La délivrance des licences est soumise au critère de la disponibilité du spectre</p> <p>Le pourcentage maximal cumulé de participation étrangère autorisée dans une entreprise de services de télécommunication basés sur les installations est de 46,7 pour cent des actions avec droit de vote, sur la base de 20 pour cent d'investissement direct et de 33 1/3 pour cent d'investissement indirect. En fait, de telles entités doivent être contrôlées par des Canadiens.</p>	<p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune, sauf pour les exceptions suivantes:</p> <p>Au moins 80 pour cent des membres du conseil de direction des fournisseurs de services de télécommunication basés sur les installations doivent être des citoyens canadiens</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>Sous-secteurs 2C a)-g) et o) de GNS/W/120 et CPC 7529* (suite)</p> <p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et:</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>*) indique que le service spécifié fait partie d'une position de la CPC dont le niveau d'agrégation est plus élevé, reprise ailleurs dans la classification sectorielle des services</p>	<p>Les fournisseurs de services de télécommunication basés sur les installations qui dépassent le niveau cumulé de participation étrangère autorisée mentionné ci-dessus au 22 juillet 1987 et continuent de dépasser ce niveau peuvent être soumis à des restrictions</p> <p>Dans le courant de 1998, Téléglobe Canada ne sera plus autorisé à être le seul fournisseur de services de télécommunication basés sur les installations Canada/outre-mer</p> <p>Pour Téléglobe Canada, une "entreprise non résidente" ou "entreprise associée" telle que définie dans la Loi sur la réorganisation de Téléglobe Canada sera autorisée dans le courant de 1998 à détenir des actions avec droit de vote jusqu'à concurrence du niveau cumulé de participation étrangère autorisée mentionné plus haut</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>Sous-secteurs 2C a)-g) et o) de GNS/W/120 et CPC 7529* (suite)</p> <p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et:</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>*) indique que le service spécifié fait partie d'une position de la CPC dont le niveau d'agrégation est plus élevé, reprise ailleurs dans la classification sectorielle des services</p>	<p>Le droit d'obtenir une licence pour la pose d'un câble sous-marin peut être limité</p> <p>Nouvelle-Ecosse: un même actionnaire ne peut voter plus de 1 000 actions de la Maritime Telegraph and Telephone</p> <p>Le 15 avril 2002, Télésat Canada ne sera plus autorisé à être le seul exploitant au Canada d'installations de secteur spatial assurant des services fixes par satellite au Canada et aux Etats-Unis</p> <p>Jusqu'au 15 avril 2002, l'octroi de licences pour l'exploitation de stations terriennes en vue de la fourniture de services fixes par satellite entre le Canada et les Etats-Unis pourra être limité</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
	<p>L'utilisation de publiphones pour fournir des services dans un cadre de revente ou des services locaux n'est pas autorisée</p> <p>La concurrence en vue de fournir des services intercircrcriptions de téléphonie de la voix dans les zones de desserte de Northwestel Inc., de l'Ontario Northland Transportation Commission et de Télébec Ltée peut être limitée</p> <p>La concurrence en vue de fournir des services téléphoniques locaux par fil dans les zones de desserte de l'Edmonton Telephones Corporation, de Prince Rupert City Telephones, de l'Ontario Northland Transportation Commission et des autres compagnies de téléphone indépendantes dont la liste est donnée dans l'Avis public Télécom CRTC 95-15 peut être limitée</p> <p>La revente de services mobiles de téléphonie cellulaire peut être limitée</p> <p>4) Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne</p>	<p>4) Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne</p>	

DOCUMENT DE REFERENCE

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et

- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et à un niveau de qualité non moins favorable que celui qui est prévu pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.